

Moruroa e Tatou et R. Tuheiava : "On ne va pas négocier la souffrance des Polynésiens"

le 15 septembre 2009 à 13:52 | source: Tahitipresse |



En présence du sénateur R. Tuheiava, Moruroa e Tatou a fait un point avec la presse, mardi matin, sur l'état du dossier du suivi des conséquences des essais nucléaires : suite des procès devant le tribunal du travail en juin dernier, propositions au Sénat pour des modifications de la loi "Morin", situation du COSCEN... L'association ne baisse pas les bras et interpelle les politiques.

Alors que doit se dérouler, ce vendredi, une première audience du jugement en appel du CEA (Centre d'Expérimentation Atomique)- condamné en [première instance](#), le 25 juin dernier - le président de l'association de défense des travailleurs polynésiens du nucléaire, Roland Oldham, a réitéré son interrogation sur les motivations de cet organisme, d'autant que le ministre de la Défense, Hervé Morin avait affirmé que l'Etat ne ferait plus appel dans ce genre de dossier.

"Faut-il dire qu'il a menti ou qu'il a utilisé la langue de bois ?" a-t-il ironisé ne voulant pas porter le flanc à un "rappel à l'ordre", comme celui qui lui avait été signifié au tribunal du travail, après qu'il a demandé "si la Justice française n'était pas raciste". Et de préciser qu'il ne s'agissait pas pour lui d'une quelconque question ethnique. Mais le président de Moruroa e Tatou tient à expliquer la différence de traitement des travailleurs du nucléaire, ou de leurs héritiers, dédommagés à la hauteur "de 20 à 40 millions", en métropole, alors que, lors du procès qui va être rejugé en appel, "la vie d'un père qui est décédé, lui aussi des suites du nucléaire, ne vaut pas plus d'un million pour un enfant en Polynésie."

A ce propos, Roland Oldham a également insisté sur la "responsabilité" qu'ont les hommes politiques polynésiens, de légiférer pour mettre en conformité la réglementation polynésienne sur les maladies professionnelles, avec la réglementation appliquée en métropole. 200 dossiers en attente risquent sinon d'être considérés comme hors délai.

"Il n'y a plus de dialogue avec le Pays"

Le COSCEN (comité d'orientation et de suivi des essais nucléaires) n'a toujours pas été remis en place, ont par ailleurs rappelé les responsables de Moruroa e tatou qui déplorent que les militaires qui décontaminent les sites de Hao et Tureia (aux Tuamotu) n'aient pas de vis-à-vis. *"Il n'y a plus de dialogue avec le Pays"*, estime Bruno Barillot, ancien secrétaire

général du COSCEN, qui a par ailleurs rappelé les grandes lignes de la [contribution de l'association au débat sur la loi Morin](#).

Cette loi doit tenir compte des difficultés spécifiques à la Polynésie française pour constituer un dossier (civilisation orale, conditions géographiques, structures familiales différentes...). Il a notamment évoqué la disparition de nombre d'entreprises sous-traitantes du CEA, depuis la fin des essais, particulièrement les essais aériens, ou encore "l'incohérence" des critères géographiques retenus sélectivement pour déterminer les zones de retombées radioactives.

Le sénateur Richard Tuheiava, invité par l'association, s'est déclaré solidaire de Moruroa et Tatou pour affirmer : *"On ne va pas négocier la souffrance des Polynésiens"*. Il a pour sa part indiqué les questions qu'il ne manquera pas de rappeler au Sénat, le 20 octobre prochain, lors de l'examen par cette Chambre de la loi Morin, déjà examinée et votée par le Parlement. *"Pourquoi ne peut-on avoir la liste des travailleurs du nucléaire alors que le ministère de la Défense en est le détenteur ?"*. s'étonne-t-il. De même, il a expliqué vouloir faire valoir qu'on ne peut pas séparer les conséquences sanitaires (des retombées radioactives) des conséquences environnementales. *"Il y a des choses qui se passent dans le lagon de Moruroa dont on ne parle pas"*, a-t-il aussi indiqué en évoquant une *"faille géologique surveillée par satellite"*.

CJ